



MINISTÈRE DE LA JUSTICE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général

Charte 
RELATIONS FOURNISSEURS
ET ACHATS RESPONSABLES
SIGNATAIRE

ACHETEUR
DELEGATION INTERREGIONALE GRAND-CENTRE
DEPARTEMENT IMMOBILIER
4 rue Léon Mauris
CS 17724
21000 DIJON

MARCHE PUBLIC DE L'ETAT

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Marché de prestations intellectuelles

**FOUILLES ARCHEOLOGIQUES RELATIVES A L'EXTENSION DU
PALAIS DE JUSTICE SUR LE SITE DE L'ANCIENNE MAISON
D'ARRET DE MACON POUR LA CREATION DE LA CITE
JUDICIAIRE**

Type de procédure : MARCHE SUR APPEL D'OFFRES OUVERT
Articles du Code de la commande publique concernés : Articles R. 2124-1, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES
Le 20 octobre 2025 à 12h00

Sommaire

1.Objet du marché.....	4
1.1Forme du marché.....	5
1.2Durée du marché – Reconduction – Délais d’exécution	5
1.3Disposition sociale.....	6
2.Organisation de la consultation	6
2.1Procédure de passation	6
2.2Dispositions relatives aux groupements.....	7
2.3Variantes	7
2.4PSE – Prestations supplémentaires éventuelles.....	7
2.5Modification de détail des documents de la consultation	7
2.6Délai de validité des offres	7
2.7Visite des lieux d’exécution du marché.....	8
3.Contenu du dossier de consultation	8
4.Retrait du dossier de consultation	9
5.Présentation des candidatures et des offres	9
5.1Éléments nécessaires à la sélection des candidatures	10
5.2Éléments nécessaires au choix de l’offre.....	13
6.Conditions d’envoi et de remise des candidatures et des offres.....	15
7.Jugement des candidatures, des offres et attribution du marché	18
7.1Jugement des candidatures	18
7.2Jugement des offres.....	18
7.3Attribution du marché	21
8.Renseignements complémentaires.....	22
9.Procédures de recours	22

1. Objet du marché

La consultation a pour objet des fouilles archéologiques relatives à l'extension du palais de justice sur le site de l'ancienne maison d'arrêt de Mâcon pour la création de la cité judiciaire.

Lieu d'exécution des prestations :
Mâcon 71.

Les présentes fouilles archéologiques sont prescrites suite à l'arrêté préfectoral n°2023/477 du 3 octobre 2023.

Elles intéressent une zone d'environ 1400 m² et portent sur des vestiges allant de l'époque médiévale à l'époque moderne.

Le présent marché est scindé en 4 phases :

- Phase préparatoire,
- Phase 01 : Réalisation des travaux de fouilles archéologiques,
- Phase 02 : remise en état des zones fouillées
- Phase 03 : Analyse et rédaction du rapport d'études relatif aux travaux de fouilles.

Conformément à la réglementation en vigueur, le site a fait l'objet d'un diagnostic archéologique préventif réalisé en septembre 2022 sous la direction de Monsieur Daniel Barthelemy du service de l'INRAP BOURGOGNE FRANCHE COMTE. Au vu du diagnostic, Monsieur le Préfet de Région a prescrit des fouilles archéologiques préventives préalables aux travaux d'extension du tribunal.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants :

1, rue Léonce Lex,
71000 MACON,
parcelles AY 141p, 144, 145p, 48p.

Les prestations feront l'objet d'un marché à tranches optionnelles conformément aux dispositions des articles R.2113-4 à R.2113-6 du code de la commande publique (CCP).

1.1 Forme du marché

La consultation ne fait pas l'objet d'une décomposition en lots. Les prestations donneront lieu à un marché unique.

Les raisons du non allotissement de la consultation sont les suivantes : les prestations de ce marché sont non dissociables.

Les prestations feront l'objet d'un marché fractionné à tranches optionnelles en application des articles R. 2113-4 à R. 2113-6 du Code de la commande publique. Elles feront l'objet d'une tranche ferme et de 3 tranches optionnelles définies ci-après :

- Tranche ferme : tranche ferme : préparation des fouilles (préparation du terrain et réalisation des fouilles), remise en état des zones fouillées, analyse et rédaction du rapport et mission complémentaire (communication relative aux travaux de fouille) ;
- Tranche optionnelle n°2 : tranche optionnelle 1 : fouille et étude de 10 sépultures complètes conformément au CCP et aux prescriptions de l'arrêté ;
- Tranche optionnelle n°3 : tranche optionnelle 2 : fouille et étude de 10 sépultures complètes conformément au CCP et aux prescriptions de l'arrêté.

1.2 Durée du marché – Reconduction – Délais d'exécution

La durée du marché, les modalités de reconduction et les délais d'exécution figurent à l'acte d'engagement.

- Pour la tranche n°1 – tranche ferme : à titre indicatif, il est prévu que les prestations commenceront vers le 01/12/2025. Le démarrage de la phase de fouilles archéologiques pourra être modulé suivant le planning du mémoire technique.
- Pour la tranche n°2 – tranche optionnelle 1 : à titre indicatif, il est prévu que les prestations commenceront vers le 01/04/2026.
- Pour la tranche n°2 – tranche optionnelle 2 : à titre indicatif, il est prévu que les prestations commenceront vers le 01/05/2026.
- Pour la tranche n°3 – tranche optionnelle 3 : à titre indicatif, il est prévu que les prestations commenceront vers le 18/05/2026.

1.3 Disposition sociale

Le ministère de la Justice est engagé dans une démarche de promotion de la diversité et de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. A ce titre, il est attentif dans le choix de ses contractants comme dans la réalisation des prestations, au respect des dispositions législatives et réglementaires en la matière.

En application de l'article L. 2112-2 du Code de la commande publique, le titulaire doit s'engager, au titre de l'exécution du marché, dans une démarche d'amélioration continue de la qualité de ses pratiques sociales en matière de prévention des discriminations, ainsi que de promotion de l'égalité des chances et de la diversité, notamment l'égalité entre les femmes et les hommes (éga-conditionnalité).

La promotion de la diversité s'entend comme l'ensemble des moyens permettant de garantir l'égalité réelle de traitement entre tous les individus dans le domaine de l'emploi, indépendamment de leurs différences. Elle regroupe des actions de lutte contre les discriminations et de promotion de l'égalité des chances.

La prise en compte de l'égalité femmes-hommes doit être limitée aux prestations qui font l'objet du marché et aux moyens humains affectés à l'exécution des prestations dudit contrat. Dès lors, l'attributaire doit impérativement renseigner le questionnaire disponible via le lien ci-dessous, avant la date de notification du marché :

https://s1.sphinxonline.net/surveyserver/s/ENQUETES-JUSTICE/Diversite_Discriminations_Egalite_2021/questionnaire.htm

La réponse à ce questionnaire conditionne l'attribution définitive.

Le questionnaire devra également être complété 2 mois avant la date de fin du marché.

2. Organisation de la consultation

2.1 Procédure de passation

La présente consultation est lancée suivant la procédure de l'appel d'offres ouvert en application des articles R. 2124-1, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

2.2 Dispositions relatives aux groupements

Le marché pourra être attribué à une seule entreprise ou à un groupement d'entreprises conjoint avec mandataire solidaire.

Si le marché est attribué à un groupement conjoint, le mandataire conjoint sera solidaire de chacun des membres du groupement.

Possibilité de présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements :

☐ Oui

☒ Non

Ou en qualité de membres de plusieurs groupements :

☐ Oui

☒ Non

2.3 Variantes

La proposition de variante n'est pas autorisée.

2.4 PSE – Prestations supplémentaires éventuelles

Il n'est pas prévu de PSE.

2.5 Modification de détail des documents de la consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 5 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail aux documents de la consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base des documents modifiés sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude des documents de la consultation par les candidats, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.6 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 180 jours à compter de la date limite de remise de l'offre.

2.7 Visite des lieux d'exécution du marché

La visite sur site est obligatoire. L'offre d'un candidat qui n'aurait pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière et ne sera pas analysée.

Pour obtenir les renseignements afin d'effectuer cette visite, ils devront s'adresser à :

Christophe HUBER
Chargé d'opérations
Ministère de la Justice / DIRSG Grand-Centre / Département Immobilier
4 rue Léon Mauris- CS 17724 – 21077 DIJON Cedex
03.45.21.50.82 - 06.17.84.19.10
christophe.huber@justice.gouv.fr
et
Sidney ROTA
Responsable d'opérations - AMO
TEL : 03 85 21 15 50
PORT : 07 87 68 74 56
sidney.rota@sema71.fr

À l'issue de cette visite obligatoire, une attestation de passage sera délivrée aux candidats. Cette attestation est disponible en annexe de l'acte d'engagement. Elle devra nécessairement être jointe à l'offre.

Les rendez-vous sont à prendre au minimum 48h à l'avance. L'attestation de visite jointe au dossier de consultation est à faire viser sur site et à joindre aux pièces du marché.

3. Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation ;
- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles ;
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCP) et ses annexes éventuelles ;
- Arrêté fouille n°2023/477 ;
- PGC : Plan Général de Coordination ;
- Analyses HAP : rapport des prélèvements HAP ;
- Rapport fouilles préventives : Bourgogne – Franche - Comté, Saône - et - Loire, Mâcon, 1 rue Léonce Lex Nouvelles données sur la zone nord du plateau de la Baille - Daniel Barthèlemy ;

- Notification des fouilles DRAC ;
- Rapport géotechnique G2 PRO : dernier rapport sur la géotechnique du site
- La décomposition du prix global et forfaitaire selon le modèle fourni (fichier Excel spécifique) ;
- Documents techniques et plans.

4. Retrait du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur informe les candidats que le dossier de consultation est dématérialisé.

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) peut être consulté et téléchargé gratuitement à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Et sous la référence : « 2025_TF049136_CJ_macon_fouilles ».

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par le pouvoir adjudicateur, les opérateurs économiques devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- Fichiers compressés au standard *.zip (lisibles par Winzip, Quickzip) ;
- Adobe® Acrobat® *.pdf (lisibles par le logiciel Adobe Reader) ;
- *.doc ou *.xls version 2000-2003 (lisibles par Microsoft Office ou OpenOffice) ;
- Rich Text Format *.rtf ;
- Le cas échéant le format DWF (lisibles par les logiciels Autocad, ou des visionneuses telles que Autodesk DWF viewer...).

Lors du téléchargement du dossier de consultation, il est recommandé à l'entreprise de créer un compte sur la plateforme de dématérialisation où il renseignera notamment le nom de l'organisme soumissionnaire, et une adresse électronique afin de la tenir informée des modifications éventuelles intervenant en cours d'une procédure (ajout d'une pièce au DCE, envoi d'une liste de réponses aux questions reçues...).

Le candidat est informé que seul l'exemplaire du dossier de consultation détenu par le pouvoir adjudicateur fait foi.

5. Présentation des candidatures et des offres

Les candidats auront à produire les pièces ci-dessous définies rédigées en langue française.

5.1 Éléments nécessaires à la sélection des candidatures

Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra produire les pièces suivantes :

5.1.1 Situation juridique

- Formulaire DC1 ou équivalent : lettre de candidature - habilitation du mandataire par ses cotraitants ;
- Formulaire DC2 ou équivalent : déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement ;
- Formulaire DC4 ou équivalent : déclaration de sous-traitance, le cas échéant ;
- Déclaration sur l'honneur : le candidat produit une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du Code de la commande publique ;
- Habilitation et pouvoir ;
- Déclaration de bilan des 3 dernières années ;
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels ;
- Certificats fiscaux et sociaux (congs payés, retraite) attestant du dernier versement de moins de 3 mois ;
- Attestation URSSAF certifiant la régularité de sa situation sociale yc DOETH relative aux travailleurs handicapés de moins de 6 mois ;
- Si > 50 salariés :
 - PV de la réunion du comité social et économique concernant la présentation du rapport annuel faisant le bilan de la situation générale de la santé, de la sécurité et des conditions de travail dans l'entreprise et du programme annuel de prévention des risques professionnels et d'amélioration des conditions de travail (article L 2312-27 du code du travail) .
 - la liste nominative des travailleurs détachés éventuels employés, ou à défaut, une attestation sur l'honneur indiquant que l'entreprise n'emploie pas de travailleurs détachés ;
 - si redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés ou justificatif que l'entreprise est habilitée à poursuivre des activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public, au sens de l'article L2141-3 du CCP ;
 - si basé à l'étranger, un certificat établi pas les administrations et organismes de son pays d'origine ou d'établissement ;
 - L'attestation d'assurance responsabilité civile et décennale en cours de validité ;
 - Extrait Kbis.

5.1.2 Capacité

- Déclaration de chiffre d'affaires : déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique ;
- Déclaration d'effectifs : déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Références de travaux similaires : une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années par les personnes identifiées pour la mission, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;
- Titre d'études et titres professionnels : indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché ;
- Liste des moyens techniques : déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature ;
- Description technique des moyens et mesures employées : description de l'équipement technique ainsi que des mesures employées par le candidat pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise ;
- Certificats de qualifications professionnelles : des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants. L'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres ;
- Gestion environnementale : l'indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du marché public : SOGED, process de valorisation des déchets, modèles de bordereaux de dépôt et de suivi ;
- CV des effectifs identifiés pour la mission
- Moyens matériels ;
- Certificats de conformité aux normes et marques de qualité ;
- Attestation de visite.

Le candidat pourra prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.

Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit (sous-traitant notamment), il devra produire les pièces relatives à cet intervenant visées au présent article ci-dessus. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution du marché par un engagement écrit de l'intervenant.

En vertu de l'article R. 2143-16 du Code de la commande publique, dans le cadre de leur candidature, il est exigé que les candidats joignent une traduction en français aux éléments rédigés dans une autre langue.

Il est porté à l'attention des candidats que, conformément aux dispositions de l'article R. 2143-13 du Code de la commande publique, ils ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais :

- D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;
- D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Les candidats sont invités à utiliser le coffre-fort électronique disponible gratuitement depuis leur compte sur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

De plus, conformément aux dispositions de l'article R. 2143-14 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir au pouvoir adjudicateur les documents justificatifs et moyens de preuve qui ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Les candidats doivent toutefois informer le pouvoir adjudicateur des références de l'opération à l'occasion de laquelle ils ont déjà fourni leurs documents.

Enfin, selon les dispositions de l'article R. 2143-4 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur accepte que les candidats présentent leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen, en lieu et place de la déclaration sur l'honneur et des renseignements mentionnés à l'article R. 2143-3 du même code.

Les candidats peuvent constituer ou réutiliser un DUME dans sa version électronique via l'une des url suivantes : <https://ec.europa.eu/tools/espd/> OU <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

Il est précisé que le pouvoir adjudicateur n'autorise pas les candidats à se limiter à indiquer dans le document unique de marché européen qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci.

Service DUME :

Cette consultation est éligible au dispositif 'Service DUME' (ex MPS - Marché Public Simplifié) accessible sur l'url suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/>

Par ce dispositif, les candidats postuleront à la consultation par le biais d'un DUME (Document Unique de Marché Européen). Ce DUME sera pré-rempli sur la base du seul numéro SIRET et permettra :

- De bénéficier d'une reprise des données légales de l'entreprise (raison sociale, adresse, mandataires sociaux) ;
- De bénéficier d'une reprise des données concernant la taille de l'entreprise et son chiffre d'affaires global ;
- D'attester du respect des obligations sociales et fiscales grâce à une requête automatisée auprès des administrations concernées (DGFIP, ACOSS).

Les autres informations éventuelles devront être complétées.

Attention, les candidats devront joindre leur offre technique et commerciale ainsi que les documents de la candidature qui ne seraient pas dans le formulaire DUME.

5.2 Éléments nécessaires au choix de l'offre

Pour le choix de l'offre, les candidats doivent produire les documents suivants :

- Un acte d'engagement (AE) (ci-joint à compléter, à dater et à signer)

Le candidat précisera également la nature et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ainsi que la liste des sous-traitants qu'il se propose de présenter à l'agrément et à l'acceptation du pouvoir adjudicateur.

- La décomposition du prix global forfaitaire. Le modèle à utiliser est obligatoirement celui fourni par le Maître d'ouvrage. Il conviendra de transmettre à la maîtrise d'ouvrage une version Excel ainsi qu'une version PDF signée ; les candidats peuvent ajouter des postes s'ils le jugent nécessaire ;
- Une note méthodologique ou un mémoire technique. **Celui-ci comprendra** :
 - Le projet scientifique et technique d'intervention établi par l'opérateur : document expliquant notamment les modalités d'intervention envisagées, les moyens humains affectés à l'opération avec notamment la qualification des personnels et de l'encadrement mis à disposition sur ce chantier, les moyens mis en place pour la sécurité et l'hygiène sur le chantier, les mesures prises pour la gestion des déchets de chantier et pour la limitation des nuisances, le délai de fouilles envisagé le plan de réduction des impacts travaux sur le voisinage et sur l'environnement. Ce document servira au jugement de la valeur technique de l'offre (voir modalité ci-dessous) et une fois validé par l'aménageur, devient une pièce contractuelle.
 - Les curriculum vitae de l'équipe intervenante,
 - L'agrément prévu par l'article R-522-8 du Code du Patrimoine et couvrant les périodes allant de l'époque médiévale à l'époque moderne.
 - Leurs références pour des chantiers de fouilles similaires.

La note méthodologique devra se limiter à 5 pages maximum, hors CV et exemples de livrables. Les pages suivantes ne seront pas considérées.

- L'attestation de visite signée (modèle annexé à l'acte d'engagement) ;
- Un RIB ;
- Un N° de SIRET.

Les pièces non contractuelles destinées au jugement de l'offre sont les suivantes :

- Une note « Projet de communication pédagogique et d'information autour de l'opération de fouille », ce document aura un maximum de 6 pages.
- La décomposition du prix global forfaitaire : seule la colonne quantité, qui est fournie à titre indicatif, peut être modifiée.

Dans le cas d'un groupement conjoint, les candidats devront préciser dans l'annexe à l'acte d'engagement la répartition des postes techniques par cotraitant ainsi qu'une ventilation valorisée pour chacun d'eux. Pour cela, ils pourront s'inspirer du cadre de la décomposition du prix global forfaitaire.

Le CCP et les documents remis par le pouvoir adjudicateur, à l'exception de ceux visés ci-dessus et leurs annexes, ne sont pas à remettre dans l'offre. Seuls les documents détenus par le pouvoir adjudicateur font foi.

Il est rappelé aux candidats que la signature de l'acte d'engagement vaut acceptation de toutes les pièces contractuelles.

6. Conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres

La transmission des documents par voie électronique ne peut être réalisée qu'à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>, sous la référence « 2025_TF049136_CJ_macon_fouilles ».

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Se préparer à l'avance :

Nécessité de certificat numérique - Configuration à l'avance du poste de travail - recommandation de se préparer avec la Consultation de test.

En cas de réponse électronique, la signature électronique de certaines pièces est requise.

Le soumissionnaire doit avoir au préalable fait l'acquisition d'un certificat électronique. Obtenir un certificat électronique prend plusieurs jours, voire plusieurs semaines. Si le soumissionnaire ne possède pas de certificat électronique valable dans le cadre de la réponse à un marché dématérialisé, il est impératif qu'il en fasse la demande en avance.

Il est également fortement recommandé au soumissionnaire de prendre ses dispositions de manière à ce que sa réponse électronique soit déposée dans les délais impartis. Un test de configuration du poste de travail ainsi que des consultations de test sont mis à sa disposition sur la plateforme.

Formats de fichiers acceptés :

En cas de transmission de réponse par voie électronique, les documents fournis doivent être dans l'un des formats suivants, sous peine d'irrecevabilité de l'offre :

- Format bureautique propriétaire de Microsoft compatible version 2003 (.doc, .xls et .ppt) ;
- Format texte universel (.rtf) ;
- Format PDF (.pdf) ;
- Formats images (.gif, .jpg et .png) ;
- Format pour les plans (.dxf et .dwg).

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Signature électronique des fichiers de la réponse :

Les documents du soumissionnaire doivent être signés électroniquement, selon les modalités détaillées ci-dessous.

Par application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, le candidat doit respecter les conditions relatives :

- Au certificat de signature du signataire ;
- À l'outil de signature utilisé (logiciel, service en ligne, parapheur le cas échéant), devant produire des signatures électroniques conformes aux formats réglementaires (cf. annexe).

Rappels généraux : dossier ZIP et signature scannée :

Les documents transmis par voie électronique seront re-matérialisés après l'ouverture des plis. Les candidats sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite du marché papier.

- Chaque fichier à signer doit être signé individuellement, de telle sorte que chaque signature puisse être vérifiée indépendamment des autres ;
- Un dossier zip signé n'est pas accepté comme équivalent à la signature de chaque document qui constitue le dossier zip ;

- Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

Copie de sauvegarde :

Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde :

- Soit par voie électronique ;
- Soit sur support physique électronique (CD-Rom, DVD-Rom, clé USB) ;
- Soit sur support papier ;
- Soit par voie dématérialisée (conformément aux exigences fixées dans l'annexe 8 du Code de la commande publique suite à l'arrêté du 14 avril 2023).

La copie de sauvegarde, si elle est adressée par voie électronique, est transmise au moyen d'outils et de dispositifs conformes aux exigences minimales des moyens de communication électronique prévus par les dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique, ainsi que de l'arrêté du 14 avril 2023 (annexe 8 du Code de la commande publique).

La copie de sauvegarde, si elle est adressée sur support papier ou sur support physique électronique, doit être transmise sous pli scellé, comporter obligatoirement la mention : « *copie de sauvegarde* », ainsi que l'identification de la procédure concernée et les coordonnées de l'entreprise, à l'adresse ci-dessous :

Christophe HUBER
Chargé d'opérations
Ministère de la Justice / DIRSG Grand-Centre / Département Immobilier
4 rue Léon Mauris- CS 17724 – 21077 DIJON Cedex

Les documents de la copie de sauvegarde doivent être signés (pour les documents dont la signature est obligatoire). Si le support physique choisi est le support papier, la signature est manuscrite. Si le support physique choisi est électronique, la signature est électronique.

Cette copie de sauvegarde pourra être ouverte dans les cas décrits à l'article 2 II de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Les plis contenant la copie de sauvegarde, non ouverts, seront détruits à l'issue de la procédure par le pouvoir adjudicateur.

7. Jugement des candidatures, des offres et attribution du marché

7.1 Jugement des candidatures

Les critères relatifs à la candidature et intervenant pour la sélection sont les **capacités techniques, financières et professionnelles**.

7.2 Jugement des offres

Les critères intervenant pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
<p>Prix</p> <p>Définition : Ce critère est noté selon la formule de notation : $\text{Note du Prix} = (\text{Montant TTC de l'offre la plus basse} / \text{Montant TTC de l'offre examinée}) \times \text{Nombre de point de la pondération.}$</p>	40 %
<p>Valeur technique</p> <p>Définition : * qualité scientifique mise en œuvre pour les fouilles</p> <ul style="list-style-type: none"> * Moyens matériels et humains * Respect du délai d'exécution et fourniture d'un planning détaillé * Méthodologie, organisation et dispositions retenues pour répondre aux exigences spécifiques du projet et assurer la qualité des prestations * Qualité de la démarche environnementale * Respect du cahier des charges * respect de la sécurité et de l'hygiène * qualité de la démarche de réduction des déchets 	50 %
<p>Projet de communication</p> <p>Définition : Projet de communication pédagogique et d'information autour de l'opération de fouille</p>	10 %

Ces critères porteront sur l'ensemble des tranches.

- Attribution de la note « Valeur technique » (NT)

Le critère "Valeur technique des prestations" sera déterminé sur la base d'une note maximale de 10 conformément aux sous-critères décrits ci-dessous. Elle sera jugée en fonction de la qualité des indications données dans l'offre.

La note de valeur technique sera ajustée de la manière suivante : $NVT = 100 \times (T/T0)$ dans laquelle :

NVT = note attribuée à la valeur technique

T = note de l'offre considérée

T0 = note de l'offre la meilleure

Le nombre de points obtenus (arrondi au dixième près) sera multiplié par le coefficient de pondération

Les sous-critères de la valeur technique sont définis ci-après :

- Note relative aux méthodes que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution de la mission et les moyens organisationnels déployés par l'équipe pour le respect des délais de réalisation de l'intégralité des missions ;
- une décomposition en temps passé sur l'ensemble de l'opération ;
- moyens humains affectés à l'opération comprenant notamment la qualification des personnels et de l'encadrement mis à disposition sur ce chantier ;
- projet scientifique et technique d'intervention ;
- analyse des contraintes et des difficultés techniques propres au chantier suite à la visite du site qui est obligatoire ;
- moyens mis en place pour la sécurité et l'hygiène sur le chantier ;
- mesures prises pour le respect de l'environnement et la gestion des déchets de chantier.

L'examen se fera au regard des informations qui seront indiquées dans ces documents
La note de zéro (0) à l'un des critères ou sous-critères est non éliminatoire.

Une note de 0 à 10 sera attribuée pour chaque critère et sous-critère au regard de l'échelle de notation suivante :

0 = néant - 1= insatisfaisant - 3 = passable – 5 = satisfaisant - 8 = très satisfaisant - 10 = excellent

La décomposition en temps passé, permettant d'apprécier les délais envisagés et les temps passés, et dont la remise est obligatoire pour le jugement des offres, sera également pris en compte dans l'analyse des différents critères.

- Attribution de la note (COM)

Le critère " Projet de communication pédagogique et d'information autour de l'opération de fouille;" sera déterminé sur la base d'une note maximale de 10. Elle sera jugée en fonction de la qualité des indications données dans l'offre. Pour information, dans le cadre de ce marché il est prévu une communication interne et externe. Le marché comprendra à minima les éléments décrits au CCPAT

Dans son offre, le candidat fournira une note succincte de son projet de communication. L'innovation l'originalité des réponses seront également jugées.

La note de valeur expérience sera ajustée de la manière suivante : $EX = 100 \times (T/T0)$ dans laquelle :

COM = note attribuée à la valeur Communication

T = note de l'offre considérée

T0 = note de l'offre la meilleure

Le nombre de points obtenus (arrondi au dixième près) sera multiplié par le coefficient de pondération

L'examen se fera au regard des informations qui seront indiquées dans ces documents
La note de zéro (0) à l'un des critères ou sous-critères est non éliminatoire.

Une note de 0 à 10 sera attribuée pour chaque critère et sous-critère au regard de l'échelle de notation suivante :

0 = néant - 1= insatisfaisant - 3 = passable – 5 = satisfaisant - 8 = très satisfaisant - 10 = excellent

La décomposition en temps passé, permettant d'apprécier les délais envisagés et les temps passés, et dont la remise est obligatoire pour le jugement des offres, sera également pris en compte dans l'analyse des différents critères.

• Attribution de la note « prix » de l'offre financière (NP)

Le montant de l'offre sera noté sur la base de la formule suivante :

$$NP = 100 \times [P0 / Pi]$$

dans laquelle :

NP = note attribuée au critère prix

Pi = montant de l'offre considérée (€ TTC)

P0 = montant de l'offre la moins-disante (€ TTC)

La note attribuée au critère prix (arrondi au dixième près) sera multiplié par le coefficient de pondération du prix.

• Attribution de la note « finale »(Nf) sur 10 :

$$Nf = 0,40 \times NT + 0,10 \times Ncom + 0,50 \times NP$$

dans laquelle :

Nf = note finale

NT = note technique

NP = note prix

Ncom = note com

Rectification des offres :

En cas de discordance constatée dans l'offre, les indications portées sur l'état des prix forfaitaires et/ou le bordereau des prix unitaires, prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence.

Dans le cas de prix forfaitaire, si des erreurs de multiplication, d'addition ou de report, sont constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire, dans l'offre d'un concurrent, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois si le prestataire concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix forfaitaire.

7.3 Attribution du marché

Conformément à l'article R. 2144-7 du Code de la commande publique, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra fournir les documents qui justifient qu'il n'entre pas dans les cas d'interdiction de soumissionner dans un délai de 10 jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur.

À défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé.

Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

8. Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires relatifs à cette consultation, les candidats devront faire parvenir en temps utile leur demande :

De manière électronique, exclusivement sur la plateforme de dématérialisation, sur l'URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Seules les demandes adressées au moins 8 jours avant la date limite de réception des offres feront l'objet d'une réponse de la part du pouvoir adjudicateur.

Une réponse sera adressée au plus tard 6 jours avant la date fixée pour la réception des offres aux candidats ayant téléchargé les documents de la consultation sur la plateforme de dématérialisation après s'être préalablement identifiés.

Concernant les informations relatives à la remise des offres dématérialisées, il convient de se reporter à l'article *Conditions d'envoi et de remise des candidatures et/ou des offres* du présent document.

Les entreprises désirant se rendre sur le site devront s'adresser à :

Christophe HUBER

Chargé d'opérations

Ministère de la Justice / DIRSG Grand-Centre / Département Immobilier

4 rue Léon Mauris- CS 17724 – 21077 DIJON Cedex

03.45.21.50.82 - 06.17.84.19.10

christophe.huber@justice.gouv.fr

9. Procédures de recours

Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif compétent, à savoir le tribunal du lieu d'exécution des prestations :

Tribunal administratif de Dijon

22 rue d'Assas

21000 DIJON

Tél : 03 80 73 91 00

Courriel : greffe.ta-dijon@juradm.fr

Les voies et délais des recours dont dispose le candidat sont :

- Référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 et R.551-1 à R.551-6 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 et R.551-7 à 551-10 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA, après la signature du contrat.
- Recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat, ouvert aux tiers dans le délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.